

Sources d'information sur la consommation. Québec, Office de la protection du consommateur, 1975. 180 p.

Gilles Paré

Volume 23, numéro 1, mars 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055299ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055299ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paré, G. (1977). Compte rendu de [*Sources d'information sur la consommation.* Québec, Office de la protection du consommateur, 1975. 180 p.] *Documentation et bibliothèques*, 23(1), 52–54. <https://doi.org/10.7202/1055299ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1977

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

a, en plus, six index qui peuvent être considérés comme autant de plans de classification qui font référence à ces titres: 1) les généralités où sont regroupés les titres portant sur le contexte général des idéologies au Québec, sur l'historiographie, sur la méthode, etc.; 2) les périodes idéologiques (la chronologie); 3) les «définisseurs» de situations (journalistes, écrivains, politiciens, etc.); 4) les mouvements (groupes de pression, associations volontaires, partis politiques, etc.); 5) les journaux et revues; 6) les thèmes idéologiques les plus fréquents.

L'existence de ces six index est à première vue surprenante car, dans les publications de ce genre, il n'y en a en général qu'un ou deux; on s'habitue cependant assez vite à cette catégorisation et ce n'est pas vraiment un obstacle à l'utilisation rapide de l'ouvrage.

Cette bibliographie n'est cependant pas totalement sans reproches; on doit signaler en effet un oubli difficilement explicable; il s'agit, dans la section «thèses» de la première partie «Inventaire des principales sources bibliographiques utilisées», du répertoire *Thèses canadiennes en science politique* édité par l'Association canadienne de science politique; même si les compilateurs de la bibliographie n'ont pas à proprement parler utilisé ce répertoire de thèses, ils auraient dû, vu son importance pour le sujet, le signaler ici.

Cet oubli est tout de même secondaire par rapport à l'ensemble de l'œuvre. Mais il y a plus: cette bibliographie doit déjà être considérée comme historique, en ce sens qu'elle n'a pas du tout couvert les nouvelles idéologies existant actuellement au Québec.

Si la gauche d'avant-hier (les années cinquante — *Cité libre*) et celle d'hier (les années soixante — *Parti-pris*) est assez bien représentée dans l'ouvrage de Monière et Vachet, celle d'aujourd'hui, des années soixante-dix, est presque totalement absente.

Il n'y a en effet aucune référence aux nombreux groupes d'extrême gauche (communistes pro-soviétiques, trotskystes,

maoïstes...) et à leurs revues (*Combat*, *La forge*, *En lutte*, *Mobilisation*, *Le bulletin populaire...*); même si leur nombre est restreint et leurs activités limitées géographiquement surtout à Montréal, leur influence sur toute la gauche est de plus en plus marquée.

Cette gauche elle-même est peu représentée dans la bibliographie: si l'on se fie à l'index portant sur les «mouvements», il n'y a aucune référence à la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), quatre au Parti québécois, cinq à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et à peine plus à la Centrale des syndicats nationaux (CSN) (et ce, rappelons-le, sur plus de 1,000 titres).

Il faut donc considérer cette bibliographie comme historique. Une fois cette limite admise, on peut l'utiliser avec profit car elle est bien faite et deviendra rapidement un instrument de recherche indispensable qui devrait se trouver déjà dans toutes les bibliothèques du Québec.

Daniel Remi

Bibliothèque des sciences humaines
et sociales
Université de Montréal.

Sources d'information sur la consommation. Québec, Office de la protection du consommateur, 1975. 180 p.

Cette bibliographie embrasse tous les thèmes intéressant le consommateur et traite du phénomène de la consommation.

Le texte est miméographié. Les quelque 1,252 titres de cette bibliographie sélective non annotée sont regroupés sous 22 vedettes. Une subdivision plus ou moins poussée (de 4 à 155) précise chaque vedette retenue. Au début de l'ouvrage, on retrouve la liste des vedettes et de leurs sous-vedettes ainsi que la page repère.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'Office de la protection du consommateur (OPC) n'est pas à l'origine de la bibliographie. Dans un premier temps, l'Association des consommateurs du Canada produisit la bibliographie grâce à une subvention de la Banque royale du Canada. Par la suite, l'OPC paracheva et publia l'ouvrage. Une bibliotechnicienne et un étudiant en bibliothéconomie participèrent à son achèvement. Sagement, l'OPC ne se prononce pas sur la valeur du contenu.

Dans l'introduction, l'OPC se présente comme un promoteur de «l'information et de l'éducation populaire» — ce dont nous réjouissons. Mais deux lignes plus loin, on poursuit ainsi: «il (l'OPC) lui est apparu utile d'offrir aux administrateurs, chercheurs, professeurs et étudiants un ouvrage de référence qui favorise une étude approfondie.» On ne sait trop finalement à qui la bibliographie veut s'adresser: au grand public ou aux spécialistes?

Les sources consultées par les auteurs proviennent de documents publiés par les entreprises les plus diverses «ayant un rapport direct ou indirect avec un ou plusieurs domaines de la consommation». Une seconde source provient de recherches effectuées à partir des fichiers de la Bibliothèque nationale du Québec, de la Bibliothèque de la ville de Montréal, de la Bibliothèque des sciences humaines et sociales de l'Université de Montréal et de la Bibliothèque de biologie et nutrition de l'Institut de diététique et de nutrition de la même université.

Dans l'introduction, les auteurs n'ont pas senti le besoin de définir le terme consommation, pas plus que de décrire leurs normes de choix des titres. Tout au long de l'ouvrage, cette lacune se fait lourdement sentir. On retrouve de tout sur tout: agriculture, ameublement, finance, loisirs, santé, système métrique, textiles, pollution.

Indépendamment de leur qualité, l'âge des documents cités nous fait davantage songer à une bibliographie rétrospective. Après un relevé de tous les documents datés (exception faite des documents audiovisuels, 34 titres; des lois citées, 80; des documents non datés, 388) on en arrive au tableau suivant:

Année	Nombre de documents	Pourcentage
avant 1955	85	11.3
1956-60	62	8.2
1961-65	96	12.8
1966-70	319	42.5
1971	117	15.6
1972	65	8.6
1973	4	0.05
1974	2	0.02

Près de 20% des titres sont antérieurs à 1960; 55% se situent dans la décennie 1961-1970 et 24% entre 1971 et 1972. On compte six titres seulement pour les années 1973-1974, soit 0.07% du total.

Après une brève analyse des titres mentionnés, on a relevé des absences inexplicables. Sous la vedette AUTOMOBILE, on n'a pas trouvé — à notre grande surprise — le classique *Unsafe at Any Speed* de Ralph Nader. D'ailleurs, on n'a retrouvé aucun document publié par le groupe Nader (16 titres dans *Books in Print 1975*). Dans le domaine de la SANTÉ, il n'est nulle part fait mention de l'ouvrage *Licit and Illicit Drugs* de Edward Brecher publié avec l'aide du groupe Consumer Union (1972).

Sous la vedette ALIMENTATION, aucun des multiples documents de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires (Commission Plumptre) n'est mentionné.

Comble d'ironie, on n'a relevé aucun document de l'Office de la protection du consommateur, non plus que de Consumer Union, la plus puissante organisation de consommateurs en Amérique du Nord, sinon dans le monde.

On ne signale aucune bibliographie, pas même celle de l'Association des consommateurs du Canada publiée en 1970 et intitulée *Consumer Information: an Annotated Catalog*. Peut-être cette dernière fut-elle à l'origine de celle que nous analysons présentement?

Si l'on retrouve sous la vedette CRÉDIT la monographie *Les assoiffés du crédit*, on

ne signale point la bibliographie publiée par le Conseil de développement social du Montréal métropolitain et intitulé *La consommation en dette*. Par contre, on nous signale une brochure de 13 pages publiée par le Centre des cartes de crédit de la BCN: *The Chargex Plan... its Philosophy and Services* (sic). Mais arrêtons ici cette pénible énumération.

Les vedettes-matière utilisées s'enchevêtrent dans un réseau de sous-vedettes assez complexe. Exemple:

ALIMENTATION — SANTÉ — DENTS

ALIMENTATION — LAIT et PRODUITS LAITIERS

ALIMENTATION — PRODUITS LAITIERS

ALIMENTATION — SANTÉ

SANTÉ — ALIMENTATION

On a oublié un principe formulé il y a fort longtemps par un certain C.A. Cutter: «a subject is to be entered under the most specific possible heading.»

Sous la vedette MÉMOIRES, on retrouve la sous-vedette LAIT. Aucun renvoi nous permet de faire le lien entre ALIMENTATION — LAIT et MÉMOIRES — LAIT.

D'autre part, le nombre de sous-vedettes est effarant. Le rapport sous-vedettes/titres est de 1/1.69.

Et pour comble, dans l'index, on retrouve les 22 vedettes ainsi que toutes les sous-vedettes pour faciliter la consultation. On indique la page où le lecteur peut retrouver chaque sous-vedette suivie des titres. Mais la pagination qui y figure ne correspond pas à celle du livre. Ainsi la vedette CRÉDIT se retrouve à la page 73 et non à la page 54; la vedette TEXTILES à la page 177, non 125. Et ainsi de suite.

En terminant, reconnaissons néanmoins qu'un tel ouvrage peut être de quelque utilité car il répertorie un certain nombre de brochures publiées par l'entreprise privée sur le thème de la consommation. Mais ces brochures semblent être à caractère publici-

taire. Un bon conseil: ne mettez jamais cet ouvrage entre les mains d'un usager, il peut développer un sentiment d'agressivité très prononcé. Le ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières ne dispose que de \$2.3 millions (1976-77) au chapitre de la protection du consommateur; nous lui conseillons d'investir ses fonds avec plus de discernement.

L'Office de la protection du consommateur qualifie ainsi cette bibliographie: «unique en son genre et fruit de laborieux travaux bibliographiques» (sic).

Gilles Paré

Centre de documentation du
Service de l'information
Radio-Canada
Montréal